

NOUS ALLONS ATTRIBUER UNE PLACE CENTRALE AUX FEMMES ET AUX FILLES

« Les conflits ne seront pas résolus, et le développement durable ne se produira pas, sans la participation égale et active des femmes à tous les niveaux. Les droits de l'homme ne pourront jamais être pleinement respectés si toutes les femmes et les filles ne peuvent pas en bénéficier. Les inégalités et les abus persistants entre les sexes, y compris la violence sexuelle et sexiste, nous ont privés d'un monde plus juste et meilleur. Nous allons accélérer les actions visant à réaliser l'égalité des sexes, la participation des femmes et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Le groupe dans son ensemble voulait voir l'égalité des sexes dans le monde entier. Cela inclut l'égalité d'accès à l'éducation, l'égalité d'accès au financement, l'inclusion numérique, l'équilibre entre les sexes dans le leadership, l'équilibre entre les sexes dans les soins familiaux, la représentation dans les médias, les changements de comportement et d'attitude envers les femmes et, en fin de compte, une transformation des structures patriarcales actuelles qui régissent la communauté mondiale aujourd'hui. L'inégalité entre les sexes commence avant même la naissance - avec les histoires que nous racontons dans nos communautés et la perception que la société a des femmes. D'ici 2045, nous espérons voir une pleine égalité des chances, d'accès, de politique et de résultats pour toutes les femmes partout dans le monde ».

Globesight, Émirats arabes unis, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

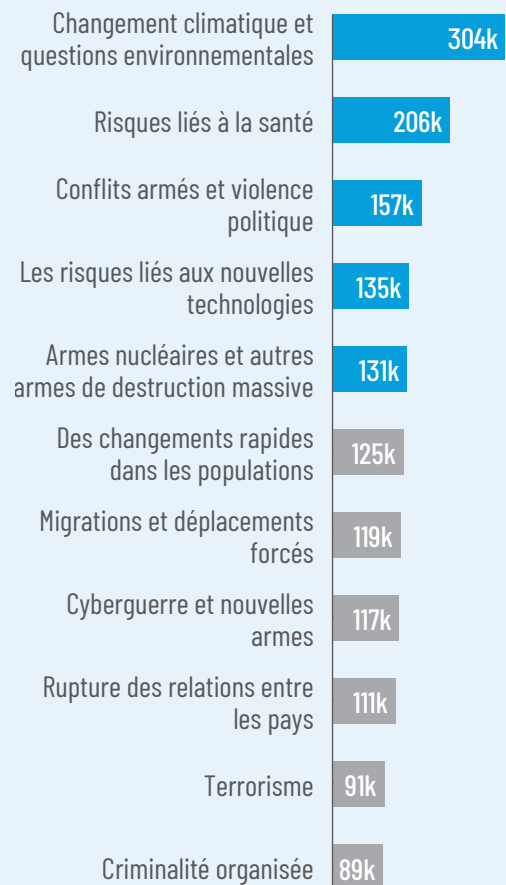
Les participants du monde entier ont souligné que sans l'égalité de statut des femmes et des filles dans les dimensions sociales et économiques, l'inégalité mondiale persistera. De nombreux personnes se sont inquiétés du fait que les femmes sont marginalisées sur le plan social et économique, mais qu'elles ne sont plus préparées à être marginalisées. Ils ont décrit comment COVID-19 exacerbe encore les inégalités entre les sexes et les structures patriarcales, en notant l'influence considérable que COVID-19 exerce sur la charge des femmes à la maison, et que le verrouillage des lieux a déclenché une augmentation de la violence domestique et de la demande d'aide par le biais de lignes d'assistance téléphonique spécialisées.

Les participants d'Azerbaïdjan, du Canada, de Djibouti, du Mexique, du Nigeria et des États-Unis ont exprimé leur indignation face à la montée de la violence sexiste, y compris le harcèlement sexuel, et à l'absence de réponse ou d'action politique de la part des politiciens et des gouvernements.

Les participants se sont inquiétés du fait que les structures patriarcales sont encore communément acceptées dans toute la société, les femmes ignorant souvent leurs droits et leur potentiel de carrière. Les participants ont demandé des changements structurels pour que la voix des femmes soit mieux entendue.

Les participants de toutes les régions ont souligné la prise en compte insuffisante des dimensions de genre dans les politiques et les projets de développement par les gouvernements et les organisations internationales, notamment en ce qui concerne l'éducation, la participation au marché du travail, la représentation et le leadership politiques. Les participants ont souligné la nécessité de mener des opérations de maintien de la paix plus sensibles à la dimension de genre, les femmes étant souvent exclues des discussions sur la paix et la sécurité.

Enquête de l'ONU75 sur les menaces mondiales à long terme perçues par les femmes interrogées : Changement climatique, risques sanitaires, conflits et violence, risques liés aux nouvelles technologies et aux armes de destruction massive



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? Base : 580 489 (toutes les femmes interrogées). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

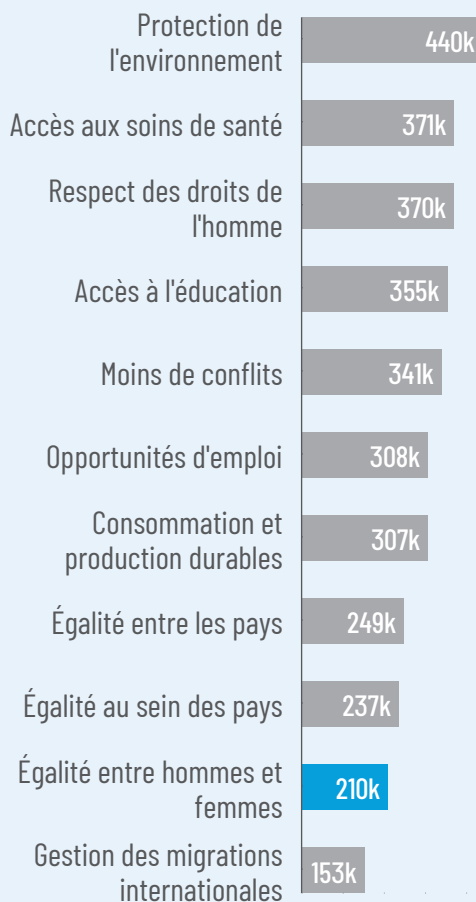
Les participants du monde entier ont plaidé pour un monde où l'égalité des sexes est garantie à tous les niveaux de la société. Ils souhaitaient un monde où les femmes seraient davantage en sécurité,

éduquées, intégrées dans la population active et bien représentées dans les postes de direction.

Élimination de la violence fondée sur le sexe.

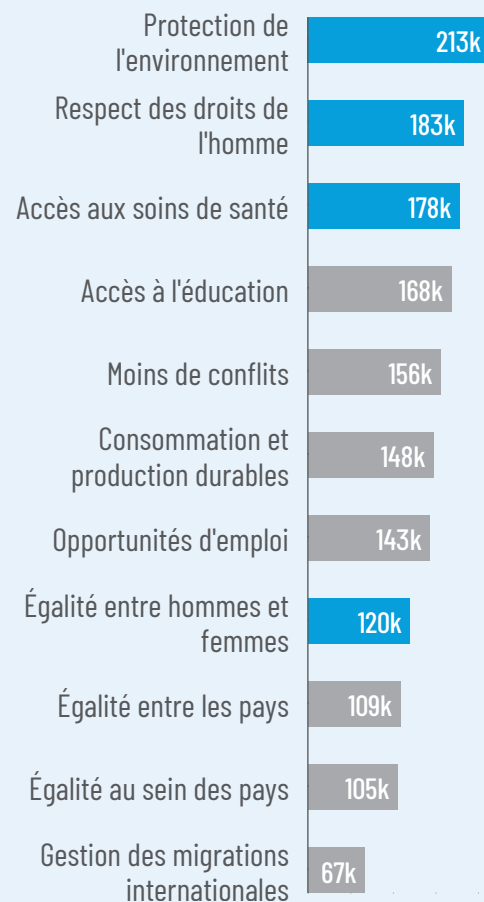
Les participants de toutes les régions ont plaidé

Enquête de l'ONU75 sur les priorités mondiales à long terme : Plus de 200 000 répondants ont choisi "Une plus grande égalité entre les hommes et les femmes" parmi leurs principales priorités



Question de l'enquête UN75 : Si vous envisagez le monde à plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Données désagrégées de l'enquête UN75 : Les priorités à long terme des femmes interrogées comprennent la protection de l'environnement, les droits de l'homme et la santé. Une plus grande égalité entre les hommes et les femmes est une priorité plus importante pour les femmes que la population de l'enquête mondiale.



Question de l'enquête UN75 : Si vous envisagez le monde à plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 580 489 (toutes les femmes interrogées). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

pour un monde sans violence sexiste, où les gouvernements et les institutions sont informés des tendances en matière de violence domestique et prennent les mesures appropriées, et où les femmes et les filles peuvent avoir accès en toute sécurité aux ressources permettant de condamner leurs agresseurs.

« [Nous voulons voir] un système éducatif amélioré qui comprendrait des cours sur l'égalité des sexes, l'éthique familiale, les droits de l'homme et les droits des femmes ».

Dialogue organisé par le bureau des Nations unies à Bakou, Azerbaïdjan, 31-45 ans, responsables de centres de ressources pour les femmes, en majorité des femmes.

Construire un système éducatif inclusif. Les participants en Azerbaïdjan, en Inde, au Nigeria et aux États-Unis ont plaidé pour la nécessité d'un système éducatif plus inclusif, qui réponde aux besoins des femmes et des filles. Ils ont souligné que cela devrait inclure la sauvegarde de l'éducation des filles, la garantie des droits à la santé reproductive et la prévention des mariages d'enfants.

Des marchés du travail et des systèmes politiques qui intègrent la dimension de genre. Les participants de toutes les régions ont souligné que l'égalité d'accès aux opportunités d'emploi pour les femmes n'est pas seulement un droit humain, mais qu'elle contribue également à la réduction de la pauvreté et à la construction de sociétés plus justes. La participation égale des femmes à la population active a été considérée comme essentielle pour favoriser l'autonomisation et l'action économiques des femmes. Ils ont également souligné l'importance de combler l'écart de rémunération entre les sexes.

Les participants ont imaginé un monde où les femmes ont davantage accès aux postes de direction.

Si l'on examine les données ventilées par sexe

de l'enquête de l'ONU75, les principales priorités à long terme pour les femmes varient selon les régions. Pour les femmes de six des huit régions, la première priorité à long terme est une meilleure protection de l'environnement (alors que dans cinq régions, la première priorité est la protection de l'environnement pour toutes les personnes interrogées dans les données² complètes de l'enquête). La protection de l'environnement est arrivée en deuxième position parmi les femmes interrogées en Afrique subsaharienne, alors qu'elle était troisième dans les données complètes de l'enquête pour l'Afrique subsaharienne.

Dans l'ensemble, les femmes interrogées ont accordé une plus grande priorité au respect des droits de l'homme (deuxième) que l'ensemble des répondants (ces derniers l'ont classé troisième, après un meilleur accès aux soins de santé). Conformément aux données de l'enquête mondiale, le respect des droits de l'homme est la priorité absolue des femmes d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale, la deuxième priorité des femmes d'Amérique du Nord et d'Europe et la troisième priorité des femmes interrogées en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Océanie et en Antarctique.

L'amélioration de l'accès aux soins de santé a été classée première parmi les femmes interrogées en Afrique subsaharienne et deuxième parmi les femmes interrogées en Asie centrale et du Sud, ainsi qu'en Océanie et en Antarctique (contre première parmi toutes les femmes interrogées pour l'Océanie et l'Antarctique). Elle s'est classée troisième parmi les femmes en Amérique du Nord et en Europe (au-dessus de la consommation et de la production durables, qui se sont classées troisièmes parmi toutes les répondantes en Europe).

Les femmes interrogées en Afrique subsaharienne ont classé l'augmentation des possibilités d'emploi en deuxième position, et la réduction des conflits en troisième position des priorités à long terme, conformément aux données de l'enquête mondiale. La réduction des conflits est également classée en troisième position en Afrique du Nord et en

2. Voir page 49 du rapport de l'ONU75, « [Shaping our Future Together: Listening to people's priorities for the future and their ideas for action](#) » pour l'analyse des priorités à long terme de tous les répondants, par région.

Asie occidentale (après un plus grand respect des droits de l'homme, par rapport à la deuxième place dans les données complètes de l'enquête pour cette région), et en deuxième position en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Les femmes interrogées en Afrique subsaharienne ont classé l'augmentation des possibilités d'emploi en deuxième position, et la réduction des conflits en troisième position des priorités à long terme,

conformément aux données de l'enquête mondiale. La réduction des conflits est également classée en troisième position en Afrique du Nord et en Asie occidentale (après un plus grand respect des droits de l'homme, par rapport à la deuxième place dans les données complètes de l'enquête pour cette région), et en deuxième position en Asie de l'Est et du Sud-Est.

➔ Si l'on examine les données ventilées par sexe de l'enquête de l'ONU75, les principales priorités à long terme pour les femmes varient selon les régions

CLASSEMENT DES PRIORITÉS 1ER 2E 3E	Mondial (Femmes)	Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne
		Protection de l'environnement	37%	30%	46%	48%	50%	34%	46%
Respect des droits de l'homme	32	24	36	39	36	44	43	36	27
Accès aux soins de santé	31	28	25	33	25	27	37	40	36
Accès à l'éducation	29	25	27	25	43	31	28	35	30
Moins de conflits	27	17	39	30	18	34	29	25	30
Consommation & production durables	25	19	27	32	36	17	35	27	24
Opportunités d'emploi	25	23	18	20	20	29	11	32	33
Égalité entre hommes & femmes	21	18	26	20	24	20	22	20	20
Égalité entre les pays	19	16	21	17	15	23	13	15	22
Égalité au sein des pays	18	15	17	14	17	18	15	14	24
Gestion des migrations internationales	11	9	8	11	7	9	9	10	18

Question de l'enquête UN75 : A plus long terme, si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 580 489 (toutes les femmes interrogées). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Asie centrale et méridionale (142 599), Asie de l'Est et du Sud-Est (64 122), Europe (83 291), Amérique latine et Caraïbes (53 273), Afrique du Nord et Asie occidentale (35 291), Amérique du Nord (23 343), Océanie et Antarctique (10 239), Afrique subsaharienne (165 824), autres (2 507).

COMMENT Y PARVENIR

Les participants ont plaidé pour une action immédiate afin de garantir le respect des droits des femmes et leur inclusion dans les sociétés et les systèmes économiques.

Lutte contre la violence sexiste

Les participants au dialogue ont demandé que le système des Nations unies et le Secrétaire général donnent la priorité à l'éradication de la violence sexiste au niveau mondial. Ils ont demandé qu'une attention et des ressources accrues soient consacrées aux initiatives existantes, telles que l'initiative conjointe ONU-UE « Pleins feux sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles ». Les Nations unies ont été invitées à encourager une plus grande adoption de la Convention d'Istanbul - la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les participants ont suggéré que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) utilisent leurs outils d'analyse pour produire des données sur les nouvelles tendances en matière de violence sexiste afin d'éclairer l'élaboration des politiques.

Les participants ont appelé les gouvernements à réformer le système de justice pénale et à renforcer les mécanismes de lutte contre les crimes sexistes. En Azerbaïdjan, les participants ont proposé de renforcer le financement des structures dédiées aux victimes de la violence sexiste.

Un marché du travail ouvert à tous les hommes et à toutes les femmes et une rémunération égale pour tous

Les participants en Chine, au Liban et en Norvège ont appelé les gouvernements et les entreprises à réduire l'écart de rémunération entre les sexes.

Ils ont plaidé en faveur de l'égalité de rémunération pour les femmes qui ont la même expérience professionnelle et effectuent le même type de travail que les hommes.

Chaque « nation doit renforcer ses politiques économiques et sociales afin de créer des emplois décents, des possibilités d'apprentissage et de développement dans les secteurs de croissance émergents. Les femmes et les hommes peuvent tous deux contribuer à la paix et en bénéficier de manière égale, tant sur le plan social qu'économique. Nous avons besoin d'une action de tous, à nos niveaux respectifs, pour accélérer le changement ».

Association of Professional Social Workers & Development Practitioners, Inde, professions mixtes, principalement des femmes.

De nombreux participants, notamment en Inde, ont appelé les gouvernements à développer des politiques d'emploi et de marché du travail plus inclusives. Les gouvernements ont été invités à reconnaître que les femmes ont souffert de manière disproportionnée pendant la pandémie, ce qui a aggravé leur vulnérabilité préexistante. Leurs propositions pour assurer une meilleure participation des femmes à la population active ont été incluses :

- Les gouvernements peuvent étendre les politiques qui soutiennent l'activité des femmes entrepreneurs, en offrant aux femmes des prêts compétitifs, comme l'exemple existant de Startup India.
- **Améliorer la formation professionnelle,** en particulier dans les zones rurales. Les participants indiens ont évoqué l'exemple positif de l'initiative Santhwanam, un effort

de collaboration entre Kudumbashree (une organisation communautaire pour l'autonomisation des femmes), Health Action by People (HAP) et la Banque d'État de l'Inde (SBI). Cette initiative offre aux femmes une semaine de formation technique et de développement personnel intensif pour leur permettre de devenir infirmières et d'entrer sur le marché du travail.

- Les gouvernements ont été encouragés à adopter des **stratégies nationales d'inclusion financière** et à mettre en place des politiques visant à **valoriser et à rémunérer le travail de soins non rémunéré** des femmes.
- **Il a été demandé aux bureaux locaux des Nations unies de tirer parti de leurs plateformes numériques et de leurs réseaux locaux pour offrir des programmes de mentorat aux femmes et aux jeunes filles**, ainsi que pour garantir un accès plus large aux ressources des Nations unies et pour offrir aux femmes des possibilités de réseautage et de carrière.

Nous avons besoin de « nouveaux paradigmes éducatifs qui reconnaissent le rôle des femmes en tant qu'agents du changement, ce qui permettra d'identifier et d'éliminer les obstacles à la participation politique et économique qui maintiennent encore les anciens schémas de subordination de classe, de race et de sexe ».

Dialogue mixte en ligne organisé par le PNUD, 46-60 ans, cadres et professionnels, principalement des femmes.

Les participants au dialogue ont appelé les établissements d'enseignement supérieur à promouvoir et à soutenir le talent professionnel et le développement du leadership des femmes, à sensibiliser les décideurs, à soutenir la flexibilité des carrières professionnelles, à rechercher une plus grande transparence dans les parcours professionnels et la structure des salaires,

à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et à s'engager dans des activités de mentorat pour identifier et former les futures femmes dirigeantes. Les participants ont cité un exemple de meilleure pratique au Japon, où l'université technologique de Nagaoka a créé un comité pour la promotion de l'égalité des sexes, a alloué des fonds pour les chercheuses et a encouragé la mise en œuvre de projets visant à accroître l'intérêt des filles pour les sciences et les technologies.

Assurer une participation égale à la politique et au leadership

« Les Nations unies devraient donner des moyens d'action à un nouveau groupe de militants en identifiant et en contactant différentes personnes, en faisant place à des voix, des acteurs et des militants nouveaux et marginalisés, et en incluant des représentants de divers domaines de la société dans les futurs débats sur les besoins des femmes et des filles ».

Université de Columbia, États-Unis, 30 ans et moins, étudiants, mixte.

Les participants au dialogue ont appelé les gouvernements nationaux à inclure davantage de femmes dans les postes politiques et de direction. En Inde, les participants ont proposé l'introduction de réformes des politiques électorales et des partis ainsi que des systèmes de réserves au parlement. En Sierra Leone, les participants ont préconisé d'augmenter le nombre de femmes aux postes de direction locaux en s'engageant auprès des autorités aux niveaux local et régional.

Les participants ont demandé au Secrétaire général des Nations unies et aux États membres de donner aux femmes les moyens d'exercer le leadership de demain et de veiller à ce que les

organisations locales de base soient représentées dans les discussions politiques. Ils ont également demandé que les activités de sensibilisation soient renforcées dans les pays en développement et les pays les moins avancés afin d'informer les femmes sur les ressources des Nations unies en matière de leadership et de mettre en évidence leurs besoins spécifiques.

Construire un système éducatif inclusif

Les participants d'Azerbaïdjan, d'Inde et du Nigeria ont plaidé pour que les gouvernements et les écoles élaborent de nouvelles politiques et stratégies pour lutter contre l'écart entre les sexes dans l'éducation :

- Intégrer des formations sur l'égalité des sexes et engager 50 % de femmes dans les postes du personnel.
- Former des comités d'éducation villageois et des associations de mères-enseignantes pour encourager et contrôler la participation des filles à l'école.
- Sensibiliser les enseignants et les administrateurs de l'éducation afin qu'ils soient plus sensibles aux contraintes auxquelles sont confrontées les filles.
- Procéder à un examen des programmes et des manuels scolaires sous l'angle de l'égalité des sexes et surveiller la participation et les résultats des filles.
- Offrir des bourses et des récompenses au mérite aux filles et aux villages ayant un taux élevé de scolarisation féminine.

Les participants ont appelé à une plus grande sensibilisation à la santé et à l'hygiène menstruelles par le biais de dialogues scolaires, en particulier dans les zones rurales, afin d'**éliminer le tabou des menstruations** qui peut empêcher les filles d'aller à l'école. Ils ont également suggéré d'élargir la sensibilisation du public, de renforcer la recherche sur le sujet, d'organiser des débats politiques et culturels, et d'améliorer l'accès

des femmes et des filles aux produits d'hygiène sanitaire et à des toilettes propres, privées et sûres dans les écoles et les espaces publics et communautaires.

Les participants du Nigeria et de l'Inde ont souligné la nécessité pour les gouvernements de garantir les bases d'une augmentation des possibilités d'éducation pour les femmes et les filles, notamment par des politiques d'enseignement obligatoire et de garantir les droits en matière de santé reproductive. Ils

ont appelé les gouvernements à adopter des politiques qui empêchent le mariage des enfants afin de garantir que les filles puissent achever leur éducation et poursuivre leur indépendance économique.

Les participants ont exhorté le secrétaire général des Nations unies à plaider en faveur de politiques sociales qui favorisent une approche globale du système éducatif, notamment en préconisant un partage équilibré des tâches ménagères entre les hommes et les femmes et en encourageant les femmes à améliorer leurs objectifs professionnels. Les participants ont encouragé les Nations unies à organiser des cours de formation professionnelle et des séminaires pour l'avancement professionnel des femmes, et à organiser des cours dans les écoles pour sensibiliser les enfants à l'égalité des sexes et aux droits des femmes.

Élimination des stéréotypes sexistes

Les participants à de nombreux dialogues ont suggéré que les individus peuvent prendre des mesures pour éliminer les stéréotypes sexistes dans leur vie quotidienne, par exemple en

utilisant un langage non sexiste, en partageant les responsabilités de soins à la maison, en apprenant des modèles féminins, en encadrant et en soutenant d'autres femmes, et en discutant avec les enfants de ce que signifie l'égalité des sexes.

Les participants ont appelé les gouvernements à développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur l'égalité des sexes, en particulier dans les zones rurales. En Sierra Leone, les

participants ont proposé d'organiser des dialogues avec les hommes pour faire avancer l'agenda de l'égalité des sexes. À Kiribati, les participants ont plaidé pour une plus grande inclusion des femmes dans les sports, en incluant davantage de femmes dans les commissions sportives et en renforçant leur participation aux activités culturelles telles que les performances artistiques, les danses et les jeux traditionnels.

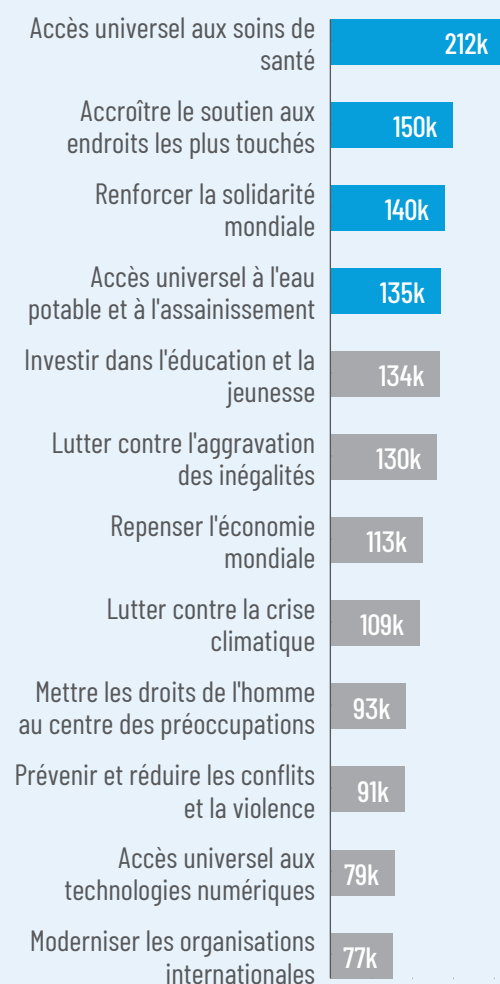
Les participants ont encouragé le Secrétaire général des Nations unies et les gouvernements à veiller à ce que l'égalité des sexes soit au cœur de toutes les politiques. À Eswatini, les participants ont suggéré que les Nations unies collaborent avec les grandes entreprises pour éliminer la publicité qui promeut et renforce les stéréotypes sexistes.

Élaboration de politiques tenant compte de la dimension de genre

Les participants au dialogue ont demandé aux gouvernements de veiller à ce que la conception des politiques tienne compte des questions de genre. Les participants ont proposé de renforcer les données et les statistiques sur les questions liées aux femmes, d'introduire des évaluations de l'impact des politiques et de la planification budgétaire sur les femmes, et d'allouer des parts plus importantes des budgets aux intérêts et aux besoins des femmes. L'accent a été mis sur la nécessité de fournir une aide juridique et un accès à la justice aux femmes, en particulier à celles qui vivent dans des conditions vulnérables.

Les participants ont demandé au Secrétaire général des Nations unies et aux dirigeants de l'ensemble du système des Nations unies de veiller à l'inclusion des femmes aux postes de haut niveau au sein des Nations unies et d'autres organisations internationales. Ils ont proposé d'étendre et de multiplier les projets, plateformes et outils existants qui se concentrent sur l'autonomisation des femmes et l'amélioration de leur représentation dans la société, comme le réseau international des champions du genre. Ils

↑ Priorités immédiates des femmes interrogées dans le cadre de l'enquête de l'ONU75 pour se remettre de la pandémie : les soins de santé, la solidarité et le soutien aux endroits les plus touchés ainsi que l'eau potable et l'assainissement sont les principales priorités immédiates



Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 539 693 (toutes les femmes interrogées à partir du 22 avril 2020, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

ont proposé la création de nouvelles plates-formes pour permettre aux femmes de mettre en évidence leurs besoins.

Les participants ont également encouragé les gouvernements à inclure des évaluations d'impact sur le genre dans l'élaboration de leurs budgets et de leurs plans de relance post-COVID-19.

Promouvoir le rôle des femmes dans les opérations de maintien de la paix

« La localisation des programmes de construction de la paix doit impliquer la participation des femmes à tous les niveaux et être complétée par un plan de sécurité global pour protéger les femmes et les filles au lendemain d'un conflit ».

Dialogue organisé par ONU Femmes, Cameroun, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Les participants d'Azerbaïdjan et du Cameroun ont souligné la **nécessité d'engager les femmes dans les discussions sur la paix et la sécurité et de promouvoir des stratégies de maintien de la paix tenant compte de la dimension de genre.**

Les participants ont plaidé en faveur d'une représentation accrue des femmes dans les opérations de maintien de la paix et de l'élaboration de stratégies de contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) tenant compte de la dimension de genre. Ils ont appelé les Nations unies à :

- Faciliter l'échange d'apprentissage interrégional pour les femmes afin d'accroître leur rôle dans les efforts de contrôle des armes légères et de désarmement.
- Assurer la formation et l'éducation du personnel des forces de sécurité et de défense afin qu'il développe des stratégies de contrôle des armes légères tenant compte de la dimension de genre.

- Reconnaisant qu'il existe peu de données sur la maîtrise des armements en rapport avec le genre, investir dans les meilleures pratiques de collecte de données (notamment par l'innovation et les médias sociaux), et élaborer des normes éthiques pour leur utilisation.
- Créer un sous-groupe au sein de la communauté Femmes, Paix et Sécurité (FPS) pour se concentrer sur le désarmement et le contrôle des armes.
- Reconnaître le rôle des organisations féminines de la société civile locale et des forums de paix et de sécurité comme des mécanismes importants pour parvenir à une meilleure représentation des femmes dans le maintien de la paix.

En examinant les données de l'enquête ONU75 ventilées par sexe, nous constatons à nouveau des variations dans les priorités immédiates des femmes interrogées pour se remettre de la pandémie au niveau régional. Alors que les

trois premières priorités immédiates de toutes les femmes interrogées s'alignent sur les trois premières priorités de toutes les personnes interrogées, les femmes interrogées ont donné la priorité à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement plutôt qu'à un investissement plus important dans les programmes d'éducation et de jeunesse.

Au niveau régional, l'accès universel aux soins de santé est la première priorité immédiate des femmes interrogées dans les huit régions, alors que dans six des huit régions, il est la première priorité de toutes les personnes interrogées.

En Asie de l'Est et du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, les femmes interrogées ont fait de l'accès universel aux soins de santé leur priorité immédiate, tandis que toutes les personnes interrogées dans ces deux régions ont respectivement accordé la priorité au renforcement de la solidarité mondiale et à l'augmentation du soutien aux endroits les plus touchés.

Alors que le soutien accru aux pays et aux communautés les plus touchés arrivait en

deuxième position parmi les femmes interrogées en Océanie et en Antarctique, en Afrique du Nord et en Asie occidentale, en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et méridionale, le renforcement de la solidarité entre les personnes et les nations arrivait en deuxième position en Asie de l'Est et du

Sud-Est et en troisième position en Asie centrale et méridionale. L'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement est arrivé en tête des réponses féminines en Amérique du Nord, et en deuxième position en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Océanie et en Antarctique.

Les données de l'enquête ONU75, ventilées par sexe, montrent que les priorités immédiates des femmes interrogées pour se remettre de la pandémie au niveau régional varient

CLASSEMENT DES PRIORITÉS	Mondial (Femmes)									
		Asie centrale & du Sud	Asie de l'Est & du Sud-Est	Europe	Amérique latine & Caraïbes	Afrique du Nord & Asie occidentale	Amérique du Nord	Océanie & Antarctique	L'Afrique subsaharienne	
1ER	2E	3E								
Accès universel aux soins de santé	39%	35%	40%	46%	51%	50%	50%	50%	32%	
Accroître le soutien aux endroits les plus touchés	28	24	26	25	28	32	25	34	32	
Renforcer la solidarité mondiale	26	21	33	27	23	25	22	23	28	
Accès universel à l'eau potable & à l'assainissement	25	21	30	27	31	25	32	30	23	
Investir dans l'éducation & la jeunesse	25	21	24	23	25	27	19	26	30	
Lutter contre l'aggravation des inégalités	24	17	33	22	31	22	30	25	26	
Repenser l'économie mondiale	21	13	18	30	25	19	20	18	24	
Lutter contre la crise climatique	20	15	22	31	23	15	31	21	18	
Mettre les droits de l'homme au centre des préoccupations	17	13	14	23	20	20	23	16	18	
Prévenir et réduire les conflits et la violence	17	13	20	16	12	19	17	20	20	
Accès universel aux technologies numériques	15	14	14	7	11	13	8	14	21	
Moderniser les organisations internationales	14	12	12	9	7	12	9	15	22	

Question de l'enquête UN75 : Quelles devraient être les priorités de la communauté internationale pour mieux se remettre de la pandémie ? Base : 539 693 (toutes les femmes interrogées à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Asie centrale et méridionale (138 297), Asie de l'Est et du Sud-Est (60 462), Europe (71 531), Amérique latine et Caraïbes (46 391), Afrique du Nord et Asie occidentale (31 568), Amérique du Nord (18 838), Océanie et Antarctique (9 550), Afrique subsaharienne (160 556), autres (2 500).

En Europe, les femmes interrogées ont donné la priorité à la lutte contre la crise climatique, après les soins de santé (classement supérieur à celui de l'ensemble des répondants en Europe), puis à la réflexion sur l'économie mondiale (classement inférieur à celui de l'ensemble des répondants en Europe).

La lutte contre les inégalités qui se sont creusées à la suite de COVID-19 a été classée deuxième parmi les femmes interrogées en Amérique latine et dans les Caraïbes et troisième en Asie de l'Est et du

Sud-Est, conformément aux priorités immédiates de toutes les personnes interrogées dans ces régions. L'accroissement de l'investissement dans les programmes d'éducation et de jeunesse a été classé troisième parmi les femmes interrogées en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord et en Asie occidentale, un classement plus élevé de cette priorité que parmi toutes les personnes interrogées dans ces régions, qui ont accordé une plus grande importance au renforcement de la solidarité entre les personnes et les nations.

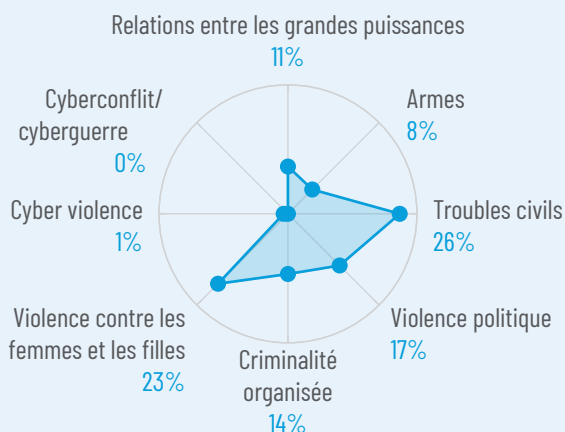
ANALYSE DES MÉDIAS³

La violence à l'égard des femmes a été la deuxième question la plus traitée par les médias

En Europe, les médias se sont largement concentrés sur l'augmentation de la violence domestique due aux confinements de la pandémie. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les féminicides politiques ont occupé une place

prépondérante, de même que les politiques gouvernementales en matière de violence sexuelle. En Afrique subsaharienne, la traite des êtres humains est un thème clé.

La violence à l'égard des femmes et des jeunes filles est la deuxième question la plus souvent signalée dans le monde



Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

Asie et Australie	1. Les troubles civils 2. Violence à l'égard des femmes/filles
Europe et Asie centrale	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. Les troubles civils
Amérique latine et Caraïbes	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. La criminalité organisée
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1. Violence à l'égard des femmes/filles 2. La violence politique
Amérique du Nord	1. Les troubles civils 2. La violence politique
L'Afrique subsaharienne	1. Les troubles civils 2. Violence à l'égard des femmes/filles

3. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE⁴

Publications universitaires

- Azcona, G. & Bhatt, A. 2020 "[Inequality, gender, and sustainable development: measuring feminist progress](#)" Gender & Development.
- Basu, S. 2016 "[Gender as national interest at the UN Security Council](#)" International Affairs.
- Gilleri, G. 2020 "[How are you actually doing, ladies? Indicators of gender equality through the lens of the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women](#)" International Journal of Human Rights.
- Iyer, L. & Mani, A. 2019 "[The road not taken: Gender gaps along paths to political power](#)" World Development.
- Li, Y. 2020 "[加速实施妇女、和平与安全议程——对近五年中国落实“妇女与武装冲突”战略目标的评估](#)" Journal of Shandong Women's University.
- McQuigg, R. 2018 "[Is it time for a UN treaty on violence against women?](#)" International Journal of Human Rights.
- O'Rourke, C. & Swaine, A. 2018 "[CEDAW and the Security Council: Enhancing Women's Rights in Conflict](#)" International & Comparative Law Quarterly.
- Sandler, J. & Goetz, A. M. 2020 "[Can the United Nations deliver a feminist future?](#)" Gender & Development.
- Sepúlveda Soto, D. & Rivas-Pardo, P. 2019 "[La Resolución 1325: Mujeres, Paz y Seguridad en las Operaciones de Mantenimiento de la Paz](#)" Entramado.
- Shepherd, L. 2017 [Gender, UN Peacebuilding, and the Politics of Space: Locating Legitimacy](#).
- Shinbrot, X. et al. 2019 "[Unlocking women's sustainability leadership potential: Perceptions of contributions and challenges for women in sustainable development](#)" World Development.
- True, J. & Wiener, A. 2019 "[Everyone wants \(a\) peace: the dynamics of rhetoric and practice on 'Women, Peace and Security'](#)" International Affairs.

Recherche et rapports sur les politiques

- Akdoğan, I. 2019 [Women's Participation in High-Level Decision Making](#), Turkish Economic and Social Studies Foundation.
- Gonzalez, A. & Jansen, M. (eds) 2019 [Women Shaping Global Economic Governance](#), Centre for Economic Policy Research, European University Institute & International Trade Centre.
- Kim, K. & Salazar, D. 2018 [Toward Gender-Focused Governance Reform in Asia](#), Asian Development Bank Institute.
- Martinez-Restrepo, S. & Ramos-Jaimes, L. (eds) 2018 [Measuring women's economic empowerment: Critical lessons from South America](#), Fundación para la Educación Superior y el Desarrollo.
- Security Council Report 2020 [Women, Peace and Security: The Agenda at 20](#).
- United Nations Secretary-General's High-Level Panel on Women's Economic Empowerment 2017 [Leave No One Behind: Taking Action for Transformational Change on Women's Economic Empowerment](#).
- United Nations Environment Programme et al. 2020 [Gender, Climate and Security](#).

4. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- UN Women & United Nations Development Programme 2019 [Gender Equality as an Accelerator for Achieving the SDGs](#).
- UN Women, Women Count & United Nations Department of Economic and Social Affairs 2020 [Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2020](#).
- Woodrow Wilson International Center for Scholars 2018 [Roadmap to 50x50: Power and Parity in Women's Leadership](#).
- World Bank 2020 [Women, Business and the Law 2020](#).
- World Economic Forum 2019 [Global Gender Gap Report 2020](#).
- Lieberman, A. 2020 "[25 years after Beijing, what's changed on gender equality? Not enough, experts say.](#)" Devex.
- UN Women 2020 "[On the 25th anniversary of landmark Beijing Declaration on women's rights, UN Women calls for accelerating its unfinished business](#)".

Commentaires et articles d'opinion

- Bossoutrot, S. 2020 "[Gender Equality: Why it Matters, Especially in a Time of Crisis](#)" World Bank.
- Horowitz, J. & Fetterolf, J. 2020 "[Worldwide Optimism About Future of Gender Equality, Even as Many See Advantages for Men](#)" Pew Research Center.

Ressources de données et outils

- [International Parliamentary Union Parline](#).
- Khurma, M. et al. 2020 [Ready to Lead: Understanding Women's Public Leadership in the Middle East and North Africa](#) [Middle East Women Leaders Index] Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- UN Women, Women's Count, [Women's Empowerment Index](#)
- [UNICEF Data: Gender and Education](#).
- [Women Count Data Hub](#) [United Nations].